2021 : année qui compte pour les plus pauvres

Partage international n° 395 – Juillet 2021

par Jonathan Farr

Londres, Royaume-Uni – Cette année est considérée comme une année charnière pour le changement climatique. Non seulement parce que nous atteignons un point de non-retour en ce qui concerne l'augmentation de la température mondiale, mais aussi parce que la 26e conférence des parties des Nations unies sur le changement climatique – communément appelée COP26 – doit se tenir en novembre à Glasgow, en Ecosse.

La COP26 est largement considérée comme la dernière chance pour les gouvernements de lutter contre la catastrophe climatique mondiale. A la lumière de la pandémie, le sommet offrira aux dirigeants du monde entier l'occasion de ré-imaginer comment leurs pays peuvent rebondir avec des économies plus vertes et durables. Ce sera également la première fois que les signataires de l'accord historique de Paris se réuniront tous ensemble. Adopté par près de 200 nations en 2015, cet accord les oblige légalement à limiter la hausse de la température mondiale à moins de 2°C.

A juste titre, à l'approche de la COP26, l'accent est mis sur le suivi des progrès réalisés par les signataires en vue d'atteindre ces objectifs, car il est indéniable que l'absence de réduction des émissions entraînera des impacts climatiques cataclysmiques. Cependant il faut signaler que pour des millions de personnes, le changement climatique n'est pas une menace dans un avenir lointain, mais une réalité à laquelle ils sont confrontés dès maintenant.

Et même si l'accord de Paris a été salué comme un moment d'unité en proposant une feuille de route mondiale pour affronter l'un des plus grands défis de notre temps, le terrain de jeu pour faire face au changement climatique n'est pas du tout équitable. Ce sont les communautés vulnérables des pays les plus pauvres du monde, qui ont le moins contribué à l'urgence climatique, qui en subissent les graves conséquences. Prenez le Mozambique, dont les émissions de CO_2 en 2017 se chiffraient à 7,7 millions de tonnes. La même année, le Royaume-Uni a rejeté 379 millions de tonnes de CO_2, soit 50 fois plus[1].

Pourtant, en 2018, Maputo, la capitale du Mozambique, a failli manquer d'eau après trois années de sécheresse. Et un an plus tard, le pays a connu des inondations sans précédent, généralisées et dévastatrices.

L'accès à l'eau potable est l'un des domaines où la crise climatique marque son empreinte sur les communautés. 2,2 milliards de personnes ne disposent pas d'un approvisionnement en eau fiable et sûr, et le changement climatique rend leur accès à l'eau potable encore plus difficile. Les phénomènes météorologiques extrêmes causés par le changement climatique, tels que les sécheresses prolongées, assèchent les sources d'eau, tandis que la hausse du niveau des mers et les inondations polluent les réserves d'eau mal protégées. De plus en plus de personnes – souvent des femmes et des filles – doivent parcourir de plus longues distances pour trouver de l'eau.

Susmita Mandal Jana, 22 ans, est une femme au foyer qui vit dans la zone de Madhab Nagar, dans les Sundarbans, (Bengale-Occidental). Le trajet aller-retour pour aller chercher de l'eau lui prend une heure et elle traverse un pont branlant sur un canal deux à trois fois par jour, tout en portant de lourds récipients d'eau. Les marées hautes, qui peuvent être une conséquence de la montée du niveau de la mer, sont fréquentes dans la région. Lorsqu'elles se produisent, le canal se remplit d'eau, ce qui rend la traversée du pont encore plus périlleuse.

Malgré le programme des Nations unies sur le climat, actuellement, seuls 5 % des fonds consacrés au climat sont dépensés pour aider les pays à s'adapter au changement climatique[2], et cet argent ne parvient même pas aux communautés les plus vulnérables aux effets du changement climatique. Ce sont pourtant elles qui savent comment réagir plus efficacement. Il faut investir davantage dans l'adaptation. Des solutions pratiques sont en cours d'expérimentation pour remédier à ce problème, avec des initiatives telles que *Resilient Water Accelerator* (l'accélérateur d'eau résistant), récemment lancé. Dirigé par *Sustainable Markets Initiative* (l'initiative des marchés durables) du prince de Galles, l'accélérateur vise à protéger 50 millions de personnes des menaces climatiques et sanitaires en leur fournissant de l'eau potable, en veillant à ce que davantage de financements soient rapidement consacrés à la fourniture aux communautés de

services des eaux vitaux.

D'autres organisations sont très impliquées dans ce domaine, comme le Programme des Nations unies pour le développement, qui travaille avec le gouvernement du Bangladesh et le *Foreign Commonwealth and Development, Office* du Royaume-Uni pour créer un programme de gestion des catastrophes, et le programme du gouvernement néerlandais : *« L'eau comme levier pour des villes résilientes en Asie. »*

Toutefois, moins de 1 % des investissements mondiaux dans le domaine du climat étant consacré aux infrastructures et aux services de base dans le secteur de l'eau, il convient de faire davantage. La COP26 est le moment de changer les choses, d'aider des personnes comme Susmita à faire face aux impacts du changement climatique.

En tant qu'hôte de la COP26, le gouvernement britannique doit montrer la voie en poussant les autres pays à fixer des objectifs plus ambitieux en matière de financement climatique. *WaterAid* demande au gouvernement de s'assurer qu'au moins un tiers du financement international du climat qu'il s'est engagé à verser soit destiné à des projets d'adaptation menés localement. S'engager ainsi sera de nature à sauver des vies.

1. washmatters.wateraid.org/blog/who-is-picking-up-the-bill-for-climate-crisis-inertia
2. washmatters.wateraid.org/publications/just-add-water-climate-finance

Auteur : Jonathan Farr, analyste politique principal à l'organisation caritative WaterAid basée au Royaume-Uni.
Sources : IPS
Thématiques : environnement
Rubrique : Divers